



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 13 décembre 2021

## Chine continentale

### Conjoncture ([ici](#))

**Politique économique :** compte-rendu de la Conférence Centrale sur le Travail Economique 2021

**Croissance :** le ralentissement économique se poursuit malgré l'augmentation de la production industrielle

**Immobilier :** assouplissement des autorités chinoises face à l'accélération du ralentissement du marché immobilier

### Banque et finance ([ici](#))

**Ouverture financière :** levée du plafond de 25% de détention par des capitaux étrangers pour les compagnies de gestion d'actifs des assurances

**Marché des changes :** la PBoC a relevé le ratio des réserves obligatoires de change de 2 points de pourcentage à 9% pour freiner l'appréciation du yuan, soit la deuxième augmentation de cette année

### Echanges et politique commerciale ([ici](#))

**Relations Chine-US :** salve de sanctions à l'encontre d'entreprises et entités chinoises dans divers secteurs (IA, drones, biotechnologies)

**Relations Chine-US :** rupture de l'accord de fusion entre Magnachip Semiconductor Corp. (Corée du Sud) et Wise Road Capital (Chine)

**Commerce extérieur :** ajustement des tarifs douaniers chinois pour l'année 2022

### Industrie et numérique ([ici](#))

**Données :** le MIIT lance un programme pilote de janvier à septembre 2022 pour définir les « données importantes » dans certains secteurs

**Politique économique :** parmi les priorités sectorielles énoncées lors de la Conférence Centrale sur le travail économique, la R&D et la recherche fondamentale sont mises en avant

**Politique industrielle :** le ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information, Xiao Yaqing, publie un article dans Qiushi

**Données :** China Electronic Corp (CEC) investit dans la coentreprise Digital Guangdong, en charge de numériser les services publics de la province

### Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

**Climat :** La Conférence Centrale sur le Travail Economique évoque pour la première fois le passage d'un système de « double contrôle » de la consommation d'énergie à celui des émissions carbone

**Energie :** la NEA encourage la modernisation et le démantèlement des parcs éoliens de plus de 15 ans

**Aéroports** : publication d'une feuille de route pour le développement des équipements autonomes au sein des aéroports

## Actualités régionales ([ici](#))

**Wuhan** : mise sur pied d'un fonds de 30 Mds RMB (4,1 Mds EUR) de soutien au secteur de la santé et des biotechnologies

## Hong Kong et Macao ([ici](#))

### Hong Kong

**Bourse** : l'assureur hongkongais FWD lève 1,4 Mds USD à travers un placement privé et pourrait finalement préférer Hong Kong à New York pour son IPO à venir

**Bourse** : la société SenseTime, spécialisée en intelligence artificielle reporte son IPO au dernier moment après avoir été placée sur « liste noire » par le trésor américain

**Apple Daily** : un tribunal hongkongais ordonne la liquidation du groupe de presse Next Digital maison mère de l'ex-quotidien Apple Daily

**Bourse** : les promoteurs immobiliers chinois cotés à Hong Kong ont connu une semaine de forte baisse après des doutes autour de la liquidité du groupe Shimao

### Macao

**Macao** : le gouvernement publie les résultats de sa « consultation publique » au sujet du deuxième plan quinquennal

## Taïwan ([ici](#))

**Inflation** : nouvelle hausse de l'indice des prix à la consommation en novembre

**Industrie** : l'investissement des entreprises progressent de plus de 40% au T3 2021

**Croissance de l'économie** : le CIER revoit ses prévisions à la hausse pour 2021

**Semi-conducteurs** : visite éclair du CEO d'Intel à Taiwan

**Semi-conducteurs** : TSMC en discussion pour s'implanter en Allemagne

**Neutralité carbone** : les acteurs de l'industrie des TIC se mobilisent en faveur de la décarbonation

# Chine continentale

## Conjoncture

### Politique économique : compte-rendu de la Conférence Centrale sur le Travail Economique 2021

La Conférence Centrale sur le Travail Economique s'est tenue du 8 au 10 décembre à Pékin. Cette réunion annuelle dévoile les grandes priorités de politique économique pour l'année à venir. Pour 2022, la baisse tendancielle de la croissance chinoise pourrait se confirmer, du fait d'une triple pression reconnue par le président Xi Jinping : « contraction de la demande, choc d'offre, affaiblissement des attentes ». Dans ces conditions, la priorité est d'assurer la stabilité économique, ce qui devrait se traduire par un ajustement mais non une remise en cause du choix de *policy mix* actuel. La PBoC devrait donc poursuivre ses mesures d'assouplissement ciblées (baisse ponctuelle du ratio de réserves des banques en cas de tensions sur la liquidité, soutien aux secteurs plus vulnérables ou aux PME). La dépense publique, notamment locale, pourrait augmenter du fait de l'appel à « faire progresser modérément les investissements en infrastructures », même si le besoin de contrôle de l'endettement hors bilan des collectivités est réaffirmé.

Dans le détail des moteurs de la croissance, les autorités soulignent que les politiques structurelles doivent favoriser le « lissage du cycle économique national » d'abord en visant l'offre, la demande n'étant mentionnée que brièvement.

Dans plusieurs secteurs, les grandes orientations de 2021 devraient être maintenues pour l'année prochaine : poursuite des « politiques anti-monopolistiques », assainissement du secteur immobilier, réduction de la dépendance aux technologies étrangères, « ouverture » aux investissements étrangers. Sur le volet climatique, a pour la première fois été évoquée la mise en place « le plus rapidement possible » d'un « double contrôle » des émissions carbone (émissions totales + émissions par unité de PIB), qui viendrait remplacer celui sur la consommation d'énergie nationale existant depuis 2015. Enfin, sur le volet social, la prospérité commune est réaffirmée comme un horizon de long terme.

### Croissance : le ralentissement économique se poursuit malgré l'augmentation de la production industrielle

En novembre, [la croissance de la production industrielle \(en valeur ajoutée\)](#) continue de rebondir à +3,8% e, g.a. (contre +3,5% en g.a. en octobre), soit un taux de croissance annuel composé de +5,4% en moyenne sur deux ans (contre +5,2% en octobre). En détail, la croissance de la [production manufacturière](#) s'accélère à +2,9% en g.a. en novembre (+2,5% en octobre) ; alors que [l'exploitation minière](#) enregistre une croissance importante de +6,2% en g.a. (+6,0% en octobre). On note par ailleurs que la croissance de la production des [entreprises privées](#) (dont la plupart sont manufacturières) rebondit fortement à +3,9% en g.a. en novembre (contre +2,4% en g.a. en octobre), probablement lié à la demande accrue pour Noël et le nouvel an (l'indice PMI officiel pour l'activité manufacturière est passé au-dessus des 50 en novembre pour la première fois depuis mars) et à l'assouplissement de la limite de consommation d'électricité. La production des [entreprises d'Etat](#) (la plupart des sociétés d'énergie sont SOE) affiche une moindre croissance à +3,6% en g.a. en novembre (+5,2% en octobre). Sur les onze premiers mois, [la croissance des investissements bruts en capital fixe poursuit son](#) ralentissement, à +5,2% en g.a. (+6,1% entre janvier et octobre) et à +7,9% par rapport à la même période en 2019, correspondant à un taux de croissance annuel composé de +3,9% en moyenne sur la période. Ce

ralentissement est causé, outre l'effet de base, par les restrictions pesant sur le secteur immobilier. Dans le détail, sur les onze premiers mois, les investissements en infrastructures, les investissements manufacturiers et les investissements immobiliers augmentent respectivement de +0,5%, +13,7% et +6,0% en g.a. (contre +1,0%, +14,2% et +7,2% sur les dix premiers mois). Sur les onze premiers mois, les investissements privés (+7,7% en g.a.) rebondissent plus fortement que les investissements publics (+3,0% en g.a.). La croissance des investissements en infrastructures reste toujours faible malgré l'accélération des émissions des *special purpose bonds* (SPB) depuis août, ce qui est dû au décalage entre l'émission de SPB et la mise en route des projets d'investissements. Le quota annuel de SPB de cette année (3650 Mds RMB) a presque été entièrement consommé, et un quota de SPB de l'année 2022 (1460 Mds RMB à ce stade) a été accordé par avance aux certaines provinces à la suite de l'appel de la Conférence Centrale sur le Travail Economique de la semaine dernière à « faire progresser modérément les investissements en infrastructures ».

En novembre, [la croissance des ventes au détail retombe à +3,9%](#) en g.a. (contre +4,9% en g.a. en octobre) malgré la « fête du double onze » (双十一, *Black Friday en Chine*) le 11 novembre, et à +9,0% par rapport à la même période de 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +4,4% en moyenne sur deux ans (contre +4,6% en octobre sur deux ans). Hors secteur automobile, qui continue d'enregistrer une contraction importante de 9% en g.a. en novembre, les ventes au détail augmentent de +5,4% en g.a. (contre +6,7% en octobre). Ce ralentissement s'explique par (i) la contraction du secteur de la restauration (-2,7% en g.a. en novembre contre +2,0% en g.a. en octobre) en raison de la résurgence de l'épidémie (ii) l'atonie de la demande notamment pour les produits hauts de gamme tels que les équipements de télécommunications (+0,3% en g.a. en novembre contre +34,8% en g.a. en octobre), l'or, l'argent et les bijoux (+5,7% en g.a. en novembre contre +12,6% en g.a. en octobre), (iii) les effets de base dus à l'accélération de la croissance des ventes au détail en novembre 2020 (+5,0% en g.a.).

[Le taux de chômage](#) urbain s'élève de 4,9% en octobre à 5,0% en novembre. Sur les onze premiers mois, 12,07 M nouveaux emplois ont été créés, l'objectif fixé pour l'année 2021 lors des Lianghui au début mars étant de 11 M (contre 9 M fixé et 11,86 M atteint en 2020). Par ailleurs, le taux de chômage des jeunes de 16-24 ans reste encore au niveau élevé à 14,3%, sous la pression de l'augmentation du nombre de nouveaux diplômés à l'été 2021 (9,09 M contre 8,74 M en 2020).

*Nota Bene : le chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail, compte tenu des nombreux emplois détruits et en particulier dans les services, consécutivement à la pandémie. De manière comparable, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant pas les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail.*

### **Immobilier : assouplissement des autorités chinoises face à l'accélération du ralentissement du marché immobilier**

Au cours des onze premiers mois, la croissance des [investissements immobiliers](#) continue de ralentir à +6,0% en g.a. (contre +7,2% en g.a. entre janvier et octobre), et à +13,2% en g.a. par rapport à la même période 2019, soit une croissance moyenne pondérée de +6,4% sur deux ans. Les [ventes immobilières](#) ralentissent également en termes de superficie vendue (+4,8% en g.a., contre +7,3% entre janvier et octobre, soit sur deux ans un taux de croissance moyen de +3,1%) et de chiffre d'affaires (+8,5% en g.a. contre 11,8% en g.a. entre janvier et octobre, soit sur deux ans un taux de croissance moyen +7,8%).

En novembre, [les prix des logements anciens](#) dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) continuent d'enregistrer une contraction mensuelle à -0,2% en g.m. contre -0,4% en octobre. La contraction des prix des logements anciens s'établit à -0.4% en g.m. en octobre en moyenne pour les villes de rang 2 (31 villes) et pour celles de rang 3 (35). Au total, parmi les 70 villes de rang 1, 2 et 3, 63 affichent [une baisse mensuelle des prix des logements anciens](#).

Face à l'accélération du ralentissement du marché immobilier, les autorités assouplissent le *policy mix*. Fin septembre, la banque centrale avait exhorté les institutions financières à aider les gouvernements locaux à stabiliser le marché immobilier qui se refroidit rapidement et à assouplir les prêts hypothécaires pour certains acheteurs de maison. Dans des villes comme Shanghai, la durée d'attente pour l'approbation d'un prêt hypothécaire a été réduite de moitié, tandis que les banques de villes comme Guangzhou et Shenzhen ont abaissé les taux hypothécaires. La ville de Chengdu a également annoncé accélérer les approbations de ventes de logements et pour les prêts hypothécaires, et assouplir les restrictions sur l'utilisation des fonds des préventes des promoteurs immobiliers. Lors de la Conférence Centrale sur le Travail Economique tenue entre le 8 et 10 décembre, le gouvernement chinois souligne toujours que « le logement est fait pour vivre et non pour spéculer », mais explique en même temps « nous devrions promouvoir la construction de logements abordables, soutenir le marché du logement commercial pour mieux répondre aux besoins raisonnables en matière de logement des acheteurs et promouvoir le développement sain de l'industrie immobilière et un cercle vertueux. ». A fin novembre, l'encours des prêts hypothécaires aux acheteurs de logements s'établit à 38100 Mds RMB, en hausse de 401 Mds RMB par rapport à fin octobre (contre 348,1 Mds RMB d'augmentation mensuelle en octobre).

Pour mémoire, depuis fin 2020, la Chine resserre l'accès au financement pour les promoteurs immobiliers et ralentit le rythme d'octroi de prêts hypothécaires aux acheteurs de logements. Les autorités locales ont à nouveau évoqué le potentiel déploiement d'une taxe foncière nationale longtemps retardée, traduisant leur volonté de freiner la hausse des prix immobiliers.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Banque et finance

### Ouverture financière : levée du plafond de 25% de détention par des capitaux étrangers pour les compagnies de gestion d'actifs des assurances

Le 10 décembre, le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a annoncé un projet de [« Mesures de gestion sur les compagnies de gestion d'actif des assurances »](#), ouvert aux commentaires publics jusqu'au 10 janvier 2022, 17 ans après la mise en œuvre de la version dite temporaire publiée en 2004. Selon le projet, les investisseurs étrangers pourront porter leurs participations à 100% du capital des sociétés concernées. Le régulateur affirme traiter de façon non discriminatoire les investisseurs locaux et étrangers. Le projet exige également que les compagnies d'assurance détiennent au total au moins 50% de participation dans leur société de gestion d'actifs, soulignant leur rôle essentiel, mais en même temps encourageant la participation d'autres institutions de gestion d'actifs.

A fin septembre, il existe 31 sociétés de gestion d'actifs d'assurance en Chine, avec au total 18 720 Mds RMB d'actifs sous gestion. Parmi eux, les trois principaux acteurs sont *China Life Asset Management* (filiale de l'entreprise publique *China Life Insurance*), la filiale de gestion d'actifs de *Ping An Insurance* et la filiale de gestion d'actifs de *Taikang Insurance Group*, en possédant respectivement 4100 Mds RMB, 3700 Mds RMB et 2000 Mds RMB d'actifs sous gestion.

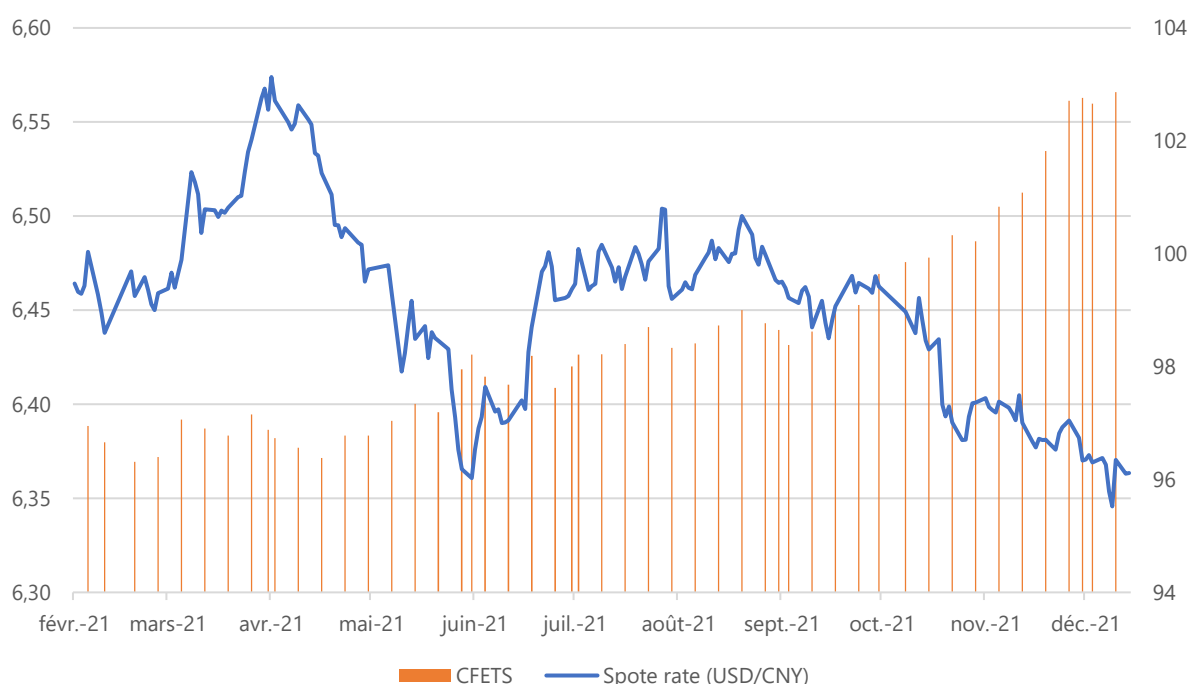
### Marché des changes : la PBoC a relevé le ratio des réserves obligatoires de change de 2 points de pourcentage à 9% pour freiner l'appréciation du yuan, soit la deuxième augmentation de cette année

Le 9 décembre, [la PBoC a décidé d'élever le ratio des réserves obligatoires de change \(RRR forex\) des institutions financières de 2 points de pourcentage à 9% \(contre 7%\) à partir du 15 décembre](#), dans le but de « renforcer la gestion de la liquidité en devises étrangères des institutions financières ». La PBoC a introduit le RRR forex en novembre 2004, obligeant les banques chinoises et les banques étrangères opérant en Chine à conserver en réserve un certain pourcentage de leurs dépôts en devises à la banque centrale. De la même manière que le RRR RMB régule la liquidité en monnaie locale sur le marché des changes, le RRR forex peut être utilisé pour ajuster l'offre de devises étrangères sur le marché. Le yuan s'apprécie progressivement depuis septembre, avec l'*onshore spot rate* CNY/USD augmentant de +2,4% à 6,346 le 9 décembre (atteignant son plus bas niveau depuis mai 2018, malgré l'appréciation de +4,2% du dollar depuis septembre) et la hausse de l'indice CFETS de +4,4% depuis septembre à 102,66 le 3 décembre. L'augmentation du RRR forex vient resserrer la liquidité en devises étrangères sur le marché des changes en Chine continentale, ce qui pourrait alléger la pression à la hausse sur le yuan. Pour mémoire, la banque centrale a relevé le ratio du même montant de 5% à 7% en juin, soit la première augmentation en 14 ans, alors que le yuan s'est apprécié de +3,2% depuis avril à 6,361 pour un dollar le 31 mai. La forte appréciation du yuan de cette année s'explique principalement par (i) les exportations très dynamiques (l'excédent commercial en Chine a atteint 3770 Mds RMB entre janvier et novembre, en croissance de +20% en g.a.) et (ii) les afflux de capitaux pour les investissements (les actions chinoises détenues par les investisseurs étrangers ont augmenté de +4,5% à 3561 Mds RMB fin septembre par rapport à fin 2020, et les obligations chinoises détenues par les investisseurs étrangers s'accroissent à 3930 Mds RMB fin novembre, en forte hausse de +20,7% par rapport à fin 2020).

Selon la PBoC, le solde des dépôts en devises étrangères s'élevait à 1020 Mds USD fin novembre. L'augmentation du RRR forex en juin a réduit de 20 Mds USD de liquidité des devises étrangères sur le marché *onshore* chinois, occasionnant une dépréciation temporaire du yuan, mais le taux de change par rapport au dollar a continué de

s'abaisser au second semestre. Cette nouvelle hausse du RRR forex réduira également de 20 Mds USD les liquidités en devises étrangères sur le marché des changes. L'impact de cette intervention pourrait également être relativement limité, au regard des 90 Mds USD de volume quotidien de transactions de change impliquant le RMB.

Par ailleurs, la *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)* a récemment décidé d'accorder 3,5 Mds USD de nouveaux quotas du programme *Qualified Domestic Institutional Investor (QDII)* aux banques et aux gestionnaires de fonds, pour encourager les sorties de capitaux. Le total de QDII émis, qui s'élève désormais à 157,5 Mds USD, a atteint 87,5% de la limite de 180 Mds USD approuvée par le Conseil des affaires d'Etat. Pour mémoire, lancé en 2006, le programme QDII offre aux investisseurs nationaux un canal pour investir dans des actifs *offshore*, par l'intermédiaire d'institutions financières telles que des sociétés de valeurs mobilières, des gestionnaires de fonds, des banques et des sociétés de fiducie. L'expansion du programme QDII a été suspendue de 2015 à avril 2018 et de mai 2019 à août 2020 en raison des inquiétudes suscitées par la fuite des capitaux. Depuis septembre 2020, la SAFE émet régulièrement de nouveaux quotas QDII dans un contexte de la forte appréciation du yuan.



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Echanges et politique commerciale

### Relations Chine-US : salve de sanctions à l'encontre d'entreprises et entités chinoises dans divers secteurs (IA, drones, biotechnologies)

Le 16 décembre, le département du Trésor américain a ajouté huit entreprises chinoises<sup>1</sup> à la liste NS-CMIC (*Non-SDN Chinese Military-Industrial Complex Company*) en raison de leur lien avec le complexe militaro-industriel chinois, et notamment leur soutien aux activités de surveillance des populations ouïgoures au Xinjiang. L'ajout de ces huit entreprises sur cette liste interdit aux personnes soumises à la juridiction américaine (*US person*) d'acheter ou de vendre des titres cotés de toute entité figurant en annexe de l'*Executive Order* ou déterminée par le Secrétaire au Trésor. Cet ajout intervient une semaine après le placement de l'entreprise [SenseTime](#) (entreprise d'IA développant notamment la reconnaissance faciale) sur cette même liste. Le lendemain, 34 entités chinoises ont été ajoutées à l'*Entity List* – qui, pour mémoire, conditionne l'exportation de technologies d'entreprises américaines à ces entités chinoises à l'obtention d'une licence du département du Commerce.

Dans le même temps, le BIS (*Bureau of Industry and Security* du Département du Commerce, en charge notamment du contrôle-export) a [annoncé le 17 décembre](#) l'ajout de 34 entités chinoises sur l'*Entity List*, affirmant que celles-ci sont utilisées par l'appareil militaire [à des fins de surveillance](#) (reconnaissance faciale biométrique, collecte d'échantillon ADN de résidents), mais aussi, pour certaines, en raison de leur aide supposée apportée aux capacités de défense iraniennes<sup>2</sup>. [Sur ces 34 entités](#) figurent notamment l'Académie chinoise des sciences médicales militaires et ses onze instituts de recherche<sup>3</sup>, qui auraient, selon le département du Commerce, utilisé « des processus biotechnologiques de soutien à des utilisations militaires en Chine ». Outre l'accusation de [développer certaines applications](#) à des fins militaire (édition génique, d'amélioration des performances humaines ou encore des interfaces hommes-machines), ces entités sont accusées d'instrumentaliser diverses applications biotechnologiques à des fins de répression de groupes minoritaires ethniques et religieux. D'autres entreprises, notamment de câbles sous-marins, ont été ajoutées en raison de leurs tentatives d'acquisition d'articles d'origine américaine en soutien à la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL)<sup>4</sup>. Enfin, des entreprises d'électronique figurent également sur la liste, en raison de leur soutien à la modernisation militaire chinoise<sup>5</sup>. L'ajout de ces 34 entités est effectif au 17 décembre, après publication au Registre fédéral.

Enfin, le 15 décembre, le département du Trésor a également [imposé des sanctions](#) sur quatre sociétés et une personne physique chinoises<sup>6</sup>, en accusant ces entités d'être impliquées dans le trafic de fentanyl, un puissant opioïde à l'origine de plus de 100 000 décès par overdose aux Etats-Unis. Les biens et intérêts des personnes

<sup>1</sup> Les huit entreprises ajoutées sont : Cloudwalk Technology, Dawning Information Industry, Leon Technology, Megvii Technology, NetPosa Technologies, SZ DJI Technology, Xiamen Meiya Pico Information Co. et Yitu Technology.

<sup>2</sup> Il s'agit, pour cette deuxième raison évoquée, de Wavelet Electronics, Comtel Technology Limited, et HSJ Electronics.

<sup>3</sup> Soit : Institute of Health Service and Medical Information, Institute of Radiation and Radiation Medicine, Institute of Basic Medicine, Institute of Hygiene and Environmental Medicine, Institute of Microbiology and Epidemiology, Institute of Toxicology and Pharmacology, Institute of Medical Equipment, Institute of Bioengineering, Field Blood Transfusion Institute, Institute of Disease Control and Prevention, Military Veterinary Research Institute.

<sup>4</sup> HMN International, Jiangsu Hengtong Marine Cable Systems, Jiangsu Hengtong Optic-Electric, Shanghai Aoshi Control Technology Co., Ltd., Zhongtian Technology Submarine.

<sup>5</sup> China Electronics Technology Group Corporation 52nd Research Institute, Shaanxi Reactor Microelectronics Co., Ltd., Shanghai AisinoChip Electronics Co., Ltd., Hangzhou Hikmicro Sensing Technology Co., Ltd.

<sup>6</sup> Les quatre entreprises: Wuhan Yuancheng Gongchuang Technology Co. Ltd. ; Shanghai Fast-Fine Chemicals Co., LTD.; Hebei Huanhao Biotechnology Co., Ltd.; et Hebei Atun Trading Co., Ltd.; et une personne physique: Chuen Fat Yip.

désignées qui se trouvent aux Etats-Unis ou sous le contrôle de personnes américaines doivent être bloqués<sup>7</sup> et signalés à l'OFAC (office de contrôle des actifs étrangers). En outre, toutes les entités qui sont détenues, directement ou indirectement, à 50% ou plus par une ou plusieurs personnes sanctionnées sont également bloquées.

### **Relations Chine-US : les autorités américaines bloquent la fusion entre Magnachip Semiconductor Corp. (Corée du Sud) et Wise Road Capital (Chine)**

Le 13 décembre, l'entreprise sud-coréenne de semi-conducteurs Magnachip Semiconductor Corp. a [annoncé](#) mettre fin à son accord de fusion avec le fond chinois d'investissement privé Wise Road Capital, conclu en mars 2021 pour une valeur de 1,4 Md USD. Selon le communiqué de l'entreprise, l'accord a été rompu car les deux parties n'ont pas obtenu l'aval du Comité pour l'investissement étranger aux Etats-Unis (CFIUS) pour poursuivre de cette transaction.

Selon une [notification](#) de l'entreprise sud-coréenne au CFIUS, l'intégralité de ses activités de recherche et de développement ainsi que la majorité de son activité commerciale sont situées en Corée du Sud ; le reste ayant lieu en Chine continentale, à Hong Kong, à Taiwan, au Japon, et en Allemagne. Le CFIUS a toutefois estimé que cette transaction relevait de sa juridiction sur le fondement que Magnachip était enregistrée dans le Delaware et que ses titres étaient publiquement négociés à la bourse de New York, prononçant en juin 2021 la suspension provisoire de l'exécution de la transaction, le temps de poursuivre son enquête sur l'accord.

Le CFIUS indiquait déjà en août 2021 que la transaction faisait peser des risques pour la « sécurité nationale » des Etats-Unis et qu'en l'absence de mesures satisfaisantes visant à réduire les risques identifiés par le CFIUS, ce dernier confierait la décision finale sur l'autorisation de la fusion au Président américain, formulant au passage un avis défavorable.

Magnachip est spécialisé dans la conception et la production de semi-conducteurs à haute intégration analogiques et signaux mixtes, notamment utilisés dans les technologies de communication et de l'internet des objets. Le principal risque envers la sécurité nationale soulevé par le CFIUS est celui d'un transfert de technologies à potentiel usage militaire, vers l'entreprise chinoise déjà partie prenante dans le conglomérat chinois de semi-conducteurs Tsinghua Unigroup.

### **Commerce extérieur : ajustement des tarifs douaniers chinois pour l'année 2022**

La Commission tarifaire du Conseil des affaires de l'Etat a publié le 15 décembre [le plan d'ajustement des tarifs douaniers](#) concernant les importations et exportations d'un ensemble de produits pour l'année 2022. [Une interprétation officielle du plan](#) a également été mise en ligne.

Les droits de douane seront réduits pour 954 produits importés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 : 1. Exemption de tarifs douaniers pour le chlorure de radium – un médicament anticancéreux – et réduction des droits douaniers sur certains autres produits médicaux tels que les articulations artificielles ; 2. Réduction des droits de douane sur certains biens de consommation, tels que le saumon et le cabillaud, les vêtements pour bébés, les lave-vaisselles, et les équipements de ski ; 3. Suppression des droits douaniers sur certaines œuvres d'art telles que les peintures de plus de 100 ans ; 4. Baisse des droits de douane sur certains composants automobiles améliorant le rendement

<sup>7</sup> A moins qu'exceptionnellement autorisées, les règles de l'OFAC interdisent toutes les transactions (telles que la fourniture et la réception de fonds, de biens et de services) effectuées par des ressortissants américains ou des personnes se trouvant aux Etats-Unis impliquant des biens ou intérêts des personnes désignées. Les violations de ces règles peuvent entraîner de sanctions civiles ou pénales.

énergétique et réduisant les émissions de gaz d'échappement, ainsi que sur la tourbe servant à l'assainissement des sols ; 5. Réduction des tarifs douaniers sur des composants clés dans la montée en gamme industrielle, tels que les composants en graphite de haute pureté et les câbles de haute tension (pour les trains à grande vitesse), ainsi que sur les matières premières destinées à l'industrie alimentaires ou l'industrie chimique, telles que les fèves de cacao et les huiles essentielles. 6. La baisse des tarifs d'importation sur certaines ressources naturelles telles que la pyrite et le chlorure de potassium pur, dont les réserves sont insuffisantes en Chine.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022, la Chine abaissera le taux de la nation la plus favorisée sur 62 produits des technologies de l'information. Le niveau tarifaire moyen de la Chine restera à 7,4 % après cet ajustement.

La Chine continuera d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux pays les moins avancés (LDC) avec lesquels elle a des relations diplomatiques.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Industrie et numérique

### **Données : le MIIT lance un programme pilote de janvier à septembre 2022 pour définir les « données importantes » dans certains secteurs**

Le 14 décembre, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) a lancé un [programme pilote](#) visant à aider les régulateurs à définir les « données importantes » dans cinq secteurs : les matières premières, les équipements, les biens de consommation, l'électronique, les logiciels et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Le MIIT coopérera avec les entreprises dans ces secteurs pour déterminer quels types de données devraient être classifiés comme sensibles.

Pour mémoire, la loi sur la cybersécurité (2017) et la loi sur la sécurité des données (2021) imposent le stockage de données collectées en Chine sur le territoire chinois. Les données sont classifiées en plusieurs catégories et bénéficient de trois niveaux de protection : les données générales (一般数据), les données importantes (重要数据) et les données fondamentales (核心数据). Si les données importantes sont définies comme celles dont l'altération, la fuite ou le vol peut porter préjudice à la sécurité nationale ou aux intérêts publics, la notion n'est pour autant pas précisément définie dans la loi – les agences régulatrices sectorielles devant, par la suite, contribuer à cette définition par secteur. Or, malgré l'absence de définition précise, ces données sont déjà théoriquement soumises à des conditions strictes de stockage et de transferts transfrontaliers (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 15 novembre](#) ; [brèves du SER de Pékin de la semaine du 25 octobre](#)).

Ainsi, le lancement de ce programme pilote constitue une avancée dans la définition de « données importantes » en fixant un calendrier : ce programme se déroulera de janvier à septembre 2022, et entend par ailleurs intégrer les entreprises aux discussions.

### **Politique économique : parmi les priorités sectorielles énoncées lors de la Conférence Centrale sur le travail économique, la R&D et la recherche fondamentale sont mises en avant**

Du 8 au 10 décembre s'est tenue la Conférence centrale sur le travail économique, qui prépare les grandes orientations de la politique économique pour l'année à venir. Parmi les priorités sectorielles énoncées pour 2022, l'accent mis sur la R&D et la recherche fondamentale s'inscrit dans la continuité des priorités précédemment énoncées notamment lors du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (mars 2021).

Les autorités ont notamment appelé à renforcer la résilience des chaînes de valeur et à réduire la dépendance à la technologie étrangère, en renforçant l'innovation en sciences et technologies. La Conférence a également annoncé la formulation prochaine d'un plan d'action triennal pour réformer le système de R&D en sciences et technologies ; et appelé à la mise en œuvre d'un plan d'action décennal pour la recherche fondamentale – domaine dans lequel les entreprises du numérique sont encouragées à s'investir. De même, les dirigeants ont appelé à restructurer et renforcer le soutien aux laboratoires et instituts de recherche nationaux.

Ces objectifs ne sont pas nouveaux : en mars 2021, le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal appelait par exemple à augmenter les investissements en R&D de 7 % par an d'ici 2025, et à appliquer une exemption fiscale de 100 % sur les investissements en R&D dédiés au développement de technologies de production. De même, les « laboratoires nationaux » structurant les travaux d'universités, centres de recherche et entreprises, étaient également mentionnés comme devant mener les projets de recherche prioritaires. Enfin, la recherche fondamentale,

identifiée comme l'une des principales faiblesses du système d'innovation chinois, avait fait l'objet d'une attention particulière, avec l'objectif de porter sa part dans les investissements en R&D à 8 % d'ici 2025 (contre 6 % actuellement, selon Li Keqiang).

Le [communiqué](#) fait par ailleurs référence à la nécessité de renforcer la régulation des concurrences inéquitables et la lutte contre les monopoles, dans la continuité de reprise en main du secteur numérique - sans toutefois mentionner la lutte contre l'« expansion désordonnée du capital » (资本无序扩张).

### **Politique industrielle : le ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information, Xiao Yaqing, publie un article dans *Qiushi***

Le ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information, Xiao Yaqing, a publié [un article](#) dans *Qiushi*. Rappelant que la Conférence centrale sur le travail économique appelle à renforcer la compétitivité de l'industrie manufacturière et à stimuler l'émergence de nouvelles entreprises spécialisées, Xiao Yaqing est d'abord revenu sur les succès de l'industrie chinoise depuis 2012, parmi lesquels :

- Maintien du rang de premier pays manufacturier du monde (la Chine représentant 30 % de la valeur ajoutée industrielle mondiale en 2020, contre 22,5 % en 2012) ;
- Augmentation du taux de pénétration d'internet (de 42,1 % en 2012 à 70,4 % en 2020) ;
- Renforcement de la capacité d'innovation (doublement du nombre d'institutions de recherche de 2012 à 2020 et du nombre de demandes de brevets d'invention) ;
- Développement de l'économie numérique notamment du passage de la 4G à la 5G (sans citer de chiffres cependant) ;
- Augmentation du CA des entreprises du secteur de l'industrie et des technologies de l'information.

L'article énumère ensuite, sans surprise, les défis auxquels est confrontée l'économie chinoise : pour y pallier, l'accent est notamment mis sur la sécurité, identifiée comme la condition du développement (« 安全是发展的前提 »), notamment s'agissant de la chaîne d'approvisionnement. De même, l'article appelle à résoudre les problèmes des « goulots d'étranglements » (« 卡脖子 ») en prônant davantage d'autosuffisance, et à veiller à ce que les industries importantes soient « sécurisées et contrôlables » (安全可控). Le risque d'étranglement des technologies de base est notamment identifié dans des domaines déjà considérés comme prioritaires (circuits intégrés, logiciels, nouveaux matériaux).

### **Données : China Electronic Corp (CEC) investit dans la coentreprise Digital Guangdong, en charge de numériser les services publics de la province**

Début décembre, China Electronic Corp ([CEC](#)), entreprise publique opérant dans la sécurité des données et les services de la technologie de l'information (TI), [a investi](#) 764 MCNY (106 MEUR) au sein de Digital Guangdong, chargé de mettre en œuvre les efforts de la province pour numériser les services publics. Avec cet investissement, CEC détient 62,84 % des parts de Digital Guangdong, devenant actionnaire majoritaire devant Tencent.

Alors que certaines SOEs déplacent leurs données stockées dans des *cloud* privés vers des *cloud* publics et demandent à leurs employés de [restreindre](#) l'utilisation de messageries instantanées (WeChat), CEC avait lancé en septembre 2020 [une unité cloud](#) (CEC Cloud) ciblant le marché du cloud pour les autorités gouvernementales. La prise de participation au sein de Digital Guangdong pourrait présager d'une volonté d'offrir ses services *cloud* pour stocker les données gouvernementales.



*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Développement durable, énergie et transports

### **Climat : La Conférence Centrale sur le Travail Economique évoque pour la première fois le passage d'un système de « double contrôle » de la consommation d'énergie à celui des émissions carbone**

La Conférence Centrale sur le Travail Economique qui s'est conclue le 10 décembre fait pour la première fois mention de la nécessité de « créer les conditions » en vue de la mise en place le plus rapidement possible d'un « double contrôle » des émissions carbone (*à savoir le contrôle des émissions totales + celui des émissions par unité de PIB*). Celui-ci viendrait remplacer le double contrôle sur la consommation d'énergie nationale existant depuis 2015. Si la réduction de l'intensité carbone fait déjà partie des objectifs quantifiés dans les plans quinquennaux, l'introduction d'un plafond maximal d'émissions constituerait une avancée sur la plan climatique par rapport au simple contrôle de la consommation d'énergie totale, vouée à fortement augmenter en Chine dans les prochaines années.

La place du charbon comme pilier du système énergétique national a également été réaffirmée ainsi que son utilisation « propre et efficace », le retrait progressif des énergies fossiles traditionnelles ne devant se faire que sur la base d'un « remplacement sûr et fiable par les nouvelles énergies ».

Enfin, il est spécifié que la consommation d'énergies fossiles utilisées comme matières premières dans l'industrie (*typiquement le charbon dans l'industrie carbochimique ou le pétrole pour les raffineries*) ne doit pas être inclus dans le comptage de la consommation d'énergie nationale (prenant la forme de quotas d'énergie provinciaux), ce qui n'était alors le cas que pour les nouvelles capacités d'énergie renouvelable. Après une campagne ciblée à l'encontre des industries les plus polluantes et les plus émettrices ces derniers mois, ce point vient rappeler le soutien du gouvernement au charbon, particulièrement après la sévère pénurie énergétique de cet automne.

### **Energie: la NEA encourage la modernisation et le démantèlement des parcs éoliens de plus de 15 ans**

L'Administration nationale de l'Energie (NEA) a lancé un [appel à commentaires](#) d'un règlement administratif sur la reconstruction, la mise à niveau et le démantèlement des parcs éoliens, encourageant la modernisation ou le recyclage des éoliennes raccordées au réseau électrique depuis plus de 15 ans.

Le règlement précise que les parcs modernisés continueront à recevoir des subventions conformément à l'accord initial, à condition que leur période d'exploitation soit inférieure à 20 ans et leur production d'électricité cumulée ne dépasse pas la totalité subventionnée sur l'ensemble du cycle de vie du projet. Pour rappel, la NEA conjointement avec la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) et le ministère des Finances (MoF) ont publié une [circulaire](#) en octobre 2020 qui disposait que tous les projets d'énergie renouvelables éligibles aux subventions de l'Etat recevraient un financement en fonction de leur « durée raisonnable d'utilisation » sur 20 ans (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 26 octobre 2020](#)). Ainsi, la subvention attribuée par an aux projets rénovés ne devrait pas dépasser 5% de la totalité. L'électricité produite au-delà sera vendue selon la politique tarifaire en vigueur. Par ailleurs, le document définit également les règles relatives à l'accès au réseau, l'utilisation de terrain et les principes de recyclage.

## **Aéroports : publication d'une feuille de route pour le développement des équipements autonomes au sein des aéroports**

L'Administration de l'aviation civile chinoise (CAAC) a publié le 8 décembre dernier [une feuille de route](#) (2021-2025) sur le développement des « équipements autonomes de conduite » (véhicules, passerelles...) dans les aéroports, dans l'objectif de développer l'aviation intelligente, tout en assurant le fonctionnement sécurisé et efficace des aéroports. La feuille de route prévoit d'établir d'ici 2022 les normes applicables au secteur et les systèmes de vérification, de test et de gestion et d'établir d'ici 2025 toute la chaîne de valeur en Chine.

Ce projet est piloté par le département des aéroports de la CAAC, en concertation avec des universitaires et des acteurs du secteur. Selon la feuille de route, les équipements autonomes de conduite devraient jouer un rôle important pour améliorer la sécurité (prévention des risques ou des incidents, en réduisant les erreurs d'origine humaine), réduire les besoins en personnels, réduire la consommation énergétique et améliorer le déploiement de solutions intelligentes pour la gestion des aéroports. Le déploiement de véhicules autonomes devrait être facilité par le fonctionnement général des aéroports, au sein desquels les différentes zones de circulation sont déjà soumises à des règles de fonctionnement très strictes.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Actualités régionales

### **Wuhan : mise sur pied d'un fonds de 30 Mds RMB (4,1 Mds EUR) de soutien au secteur de la santé et des biotechnologies.**

Ce fonds doit permettre selon la municipalité de faciliter les nouveaux investissements et la montée en gamme de l'appareil industriel, d'attirer des talents de haut niveau et de stimuler les activités de R&D. Cette annonce fait suite à l'adoption début 2021 par la commission pour le développement et la réforme de Wuhan d'une série de mesures de soutien au secteur de la santé, notamment une subvention pour la prise en charge des dépenses de R&D, dans la limite de 100 M RMB par an et par entreprise. La constitution d'un cluster de la santé et des biotechnologies à travers la construction d'une « cité des biotechnologies » dans la zone de développement dite de la « vallée optique » est une priorité du 14e plan quinquennal de la province. Cette zone compte déjà des implantations de plusieurs entreprises chinoises et étrangères de premier plan, telles BGI, Renfu Pharmaceutical, Mindray ou Honeywell. Une « base de niveau national d'échantillons génétiques humains » y a été inaugurée le 23 novembre.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

**Bourse : l'assureur hongkongais FWD lève 1,4 Mds USD à travers un placement privé et pourrait finalement préférer Hong Kong à New York pour son IPO à venir**

L'assureur hongkongais FWD a annoncé le 14 décembre être entré en accord de souscription avec plusieurs investisseurs (dont Apollo et Swiss Re) pour une offre de titres financiers par placement privé (*private share placement*) qui devrait lui permettre de lever 1,425 Mds USD. Cette somme sera destinée à soutenir la croissance de FWD et à réduire son endettement après plusieurs acquisitions significatives (dont MetLife Hong Kong en 2020 et la branche assurance vie de Siam Commercial Bank en Thaïlande en 2019).

FWD avait soumis un prospectus provisoire à la SEC en septembre 2021 en vue d'une introduction en bourse au NYSE, qui aurait dû permettre à l'assureur de lever 2 à 3 Mds USD mais ce dernier n'avait pas obtenu l'accord du régulateur américain dans un premier temps, étant dans l'incapacité de répondre aux doutes de la SEC concernant la « possibilité que le gouvernement chinois étende son autorité à des sociétés basées à Hong Kong comme FWD » selon [Boomberg](#). D'après les mêmes sources citées par le média newyorkais, FWD devrait finalement réaliser son IPO à Hong Kong l'année prochaine, bien que la société ait finalement obtenu l'accord de la SEC pour son introduction en bourse au NYSE. L'assureur hongkongais sera alors contraint à modifier sa structure actionnariale pour se conformer aux conditions d'IPO applicables à Hong Kong, celles-ci ne permettant pas aux sociétés dites « non innovantes » (sous-entendu, n'appartenant pas au secteur technologique) de se coter à travers une structure WVR (*Weighed Voting Rights* : par actions à droit de vote multiple).

**Bourse : la société SenseTime, spécialisée en intelligence artificielle reporte son IPO au dernier moment après avoir été placée sur « liste noire » par le trésor américain**

L'introduction en bourse de la société SenseTime a été repoussée in extremis suite au placement de l'entreprise sur la liste NS-CMIC (*Non-SDN Chinese Military-Industrial Complex Company*) de l'OFAC (*Office of Foreign Assets* du Trésor américain) le 10 décembre, date initialement attendue du *pricing* de cette IPO qui devait permettre à SenseTime de lever jusqu'à 767 M USD. SenseTime avait par ailleurs déjà été placée sur l'*Entity List* du Département du Commerce américain, restreignant les exportations de technologies et composants américains sensibles à destination des entreprises ciblées.

Le trésor américain a justifié cette décision par le fait que la filiale « Shenzhen Sensetime Technology Co. Ltd », détenue à 100% par SenseTime ait mis en avant la capacité d'une des de ses technologies de reconnaissance faciale à « identifier des personnes appartenant à la minorité ethnique ouïgoure portant une barbe, des lunettes de soleil ou un masque », à l'occasion d'un dépôt de brevet.

Suite à ce placement sur la liste NS-CMIC de l'OFAC au titre du [décret présidentiel \(Executive Order\) E.O. 13959](#), l'achat et la vente de titres cotés de la société SenseTime (ainsi que de produits dérivés ayant pour sous-jacents ces titres) est interdite à toute *US Person*. C'est suite à ce placement sur « liste noire » que SenseTime a fait le choix de reporter son introduction en bourse à Hong Kong, précisant par [communiqué](#) être engagée à compléter celle-ci « très prochainement », une fois son prospectus mis à jour. La fourchette de prix communiquée aux investisseurs en amont de cette opération devait permettre à SenseTime de lever jusqu'à 767 M USD (679 M EUR)

à travers la vente de 1,5 Md d'actions, un montant déjà revu à la baisse par rapport à une cible initiale de 2 Md USD.

### **Bourse : les promoteurs immobiliers chinois cotés à Hong Kong ont connu une semaine de forte baisse après des doutes autour de la liquidité du groupe Shimao**

Des rumeurs évoquant des difficultés de paiement rencontrées par le groupe Shimao, qui fait face à 2,5 Mds USD d'échéances de remboursement d'emprunts obligataires en 2022 ont conduit à une forte baisse du titre à la bourse de Hong Kong (-39% entre le 7 et le 15 décembre), entraînant dans sa chute d'autres promoteurs cotés à Hong Kong (-23,8% pour Sunac au cours de la même période, -20,5% pour Agile Group, -8,5% pour l'indice Hang Seng Mainland Properties). Les obligations *offshore* de Shimao ont dans le même temps vu leur valeur se contracter fortement (la Shimao 4,75% USD 2022 s'échangeait pour 59 cents sur le dollar mercredi 15 décembre contre près de 90 cents le 5 décembre), soulignant le rapide retournement du sentiment de marché sur ce promoteur, jusqu'ici considéré comme étant plutôt sûr (il est toujours à ce jour noté « investment grade » par Fitch). Shimao est le 13<sup>ème</sup> plus important promoteur chinois par volume de ventes, et figure parmi les principaux émetteurs obligataires du secteur selon Bloomberg, avec un encours total de 10,1 Mds USD (*offshore* + *onshore*). Le fait qu'un promoteur jusqu'ici jugé « sain » puisse à son tour être concerné par des difficultés de liquidité, alors que les « trois lignes » rouges avaient jusqu'ici principalement mis en difficulté des acteurs fortement *leveragés* a été mal perçu par le marché, plaçant à leur tour les promoteurs « *investment grade* » sous pression.

Des discussions en cours concernant une extension des échéances de remboursement de Shimao, soutenues par le régulateur chinois CBIRC (China Banking and Insurance Regulatory Commission), évoquées par [Bloomberg](#) ont permis aux obligations du promoteur chinois de se redresser partiellement en fin de semaine.

### **Apple Daily : un tribunal hongkongais ordonne la liquidation du groupe de presse Next Digital maison mère de l'ex-quotidien Apple Daily**

La Haute cour de Hong Kong a ordonné ce mercredi 15 décembre la liquidation de « Next Digital », société mère du quotidien « Apple Daily » ayant cessé de paraître le 25 juin 2021 après le gel de ses actifs et l'arrestation de plusieurs de ses salariés au titre de la « loi de sécurité nationale ». La cotation à la bourse de Hong Kong de Next Digital avait été suspendue dès le 17 juin 2021, faisant suite au gel des actifs du fondateur et actionnaire majoritaire du groupe Jimmy Lai, aujourd'hui incarcéré à Hong Kong suite à plusieurs condamnations dont la dernière en date a été prononcée le 13 décembre pour « assemblée illégale », après que le magnat pro-démocratie ait participé à une veillée en mémoire des victimes de la place Tiananmen le 4 juin 2020.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Macao

### **Macao : le gouvernement publie les résultats de sa « consultation publique » au sujet du deuxième plan quinquennal macanais**

Le gouvernement de Macao a publié le 7 décembre ses conclusions suite à la consultation publique au sujet de son deuxième plan quinquennal (2021-2025) dévoilé le 15 septembre. Lors de cette consultation, un total de 3 166 avis ont été recueillis dont 76,2% favorables aux propositions énoncées, 20,3% neutres et 3,5 % opposés.

Dans une optique d'alignement avec le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal chinois, les principaux axes du plan macanais concernent l'accélération de la diversification de l'économie de Macao, l'amélioration de la gouvernance publique et une meilleure intégration dans le développement de la Chine, notamment à travers la zone de coopération de Hengqin. Le plan met également l'accent sur le développement du tourisme et des loisirs à Macao, l'accueil de congrès et d'expositions ainsi que le développement des secteurs culturels et sportifs, de l'industrie de la santé, les services financiers, les industries de haute technologie.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Taiwan

### Inflation : nouvelle hausse de l'indice des prix à la consommation en novembre

D'après la DGBAS, [l'indice des prix à la consommation \(CPI\), progresse, en glissement annuel, de 2,84% en novembre](#). C'est la sixième fois, qu'il dépasse les 2% cette année, et atteint son niveau le plus élevé depuis février 2013 (2,97%). [L'inflation s'explique principalement par la hausse des prix alimentaires +1,22% en janvier à +4,68% en novembre](#) : le prix des fruits enregistre une hausse de 24,74%, suivi des légumes (+12,91%), des œufs (+9,53%), des viandes (+5,16%) et des poissons et fruits de mer (+2,50%). Le prix des « transport et communication » progresse de 7,16%, en raison principalement de la hausse du prix des « carburants et lubrifiants » (+35,8%) et des frais de transport (+6,94%). Sur les onze premiers mois 2021, l'indice des prix à la consommation augmente de +1,91% avec notamment la hausse du prix des commodités (+2,49%) et des services (+1,42%). L'inflation hors fruits, légumes et énergie (Core CPI) atteint 1,28%. Pour l'année 2021, les autorités taiwanaises anticipent une hausse du CPI de +1,98%. Afin de limiter la progression de l'inflation Taiwan a annoncé le 30 novembre la réduction des tarifs douaniers sur les importations de viande de bœuf et de blé : ainsi sur la viande de bœuf, le tarif douanier diminue de 50% à 5 TWD par kilo, et les importations de blé seront exemptées de droit de douane. La réduction de moitié des droits d'accises sur les ciments et des taxes sur l'essence (1 TWD en moins par litre) a été également mise en place. Ces nouvelles mesures sont entrées en vigueur au 1er décembre 2021 pour une période de quatre mois (jusqu'au 31 mars 2022).

### Industrie: l'investissement des entreprises progressent de plus de 40% au T3 2021

Selon une étude menée par le MOEA, [les fabricants locaux ont investi, au cours du troisième trimestre de l'année 2021, 496 Mds TWD \(15 Mds EUR\), soit une hausse de 43,4% par rapport au T3 2021](#), dans les immobilisations corporelles telles que les machines et équipements (82,1% du total; +51,7%) et la construction (17,3%; +14,5%). Le MOEA attribue cette progression aux investissements dans l'industrie des semi-conducteurs, à la relocalisation des entreprises taiwanaises sur l'île, ainsi qu'à la localisation à Taiwan d'une industrie de l'éolien offshore. Ces investissements dans de nouvelles capacités de production concernent en premier lieu le secteur des composants électroniques (+59,2%) à 347,2 Mds TWD, suivi de celui des matériaux chimiques (21,4 Mds TWD, +26,3%) et des produits informatiques et optiques (15,2 Mds TWD, +11,7%). Par ailleurs, le MOEA a indiqué qu'au T3 2021, les revenus générés par les industries manufacturières taiwanaises avaient augmenté de 19%, en glissement annuel, à 8 403 Mds TWD (260 Mds EUR), cette hausse étant liée à la demande continue d'appareils et équipements 5G, d'informatique de puissance et de composants électroniques pour automobiles.

### Croissance de l'économie : le CIER revoit ses prévisions à la hausse pour 2021

[Le Chung-Hua Institution for Economic Research \(CIER\), un des principaux « think tanks » taiwanais, a revu ses prévisions de croissance à la hausse pour 2021 de 5,84% à 6,05%](#). Elles sont inférieures à celles publiées récemment par la DGBAS (6,09%). D'après le CIER, suite à une baisse importante l'année précédente (-2,53%), la consommation privée serait restée stable à +0,07% en 2021 et devrait connaître une forte hausse de +5,02% en 2022. Les investissements et les exportations de biens, quant à eux, progresseraient de 14,54% et de 26,3% respectivement sur l'année en cours. Le CIER table sur une hausse de l'inflation de 1,9% en 2021 contre 1,98% publié par la DGBAS en novembre dernier.

### Semi-conducteurs : visite éclair du CEO d'Intel à Taiwan

Pat Gelsinger vient d'effectuer une visite [de moins de 48 heures à Taiwan pour rencontrer TSMC](#). Le CEO a rappelé dans une vidéo les liens historiques et étroits d'Intel avec Taiwan (36 ans de présence et plus de 1000 employés sur l'île), et [en premier lieu avec TSMC](#), ainsi que la poursuite des investissements du groupe sur l'île. Ce nouveau discours tranche avec ses propos récents sur [l'instabilité de Taiwan](#) qui avaient passablement irrité TSMC et notamment [son fondateur Morris Chang](#). Si TSMC rappelle qu'Intel est un client de longue date, c'est aussi avec Samsung, l'un de ses principaux concurrents. La presse estime que Pat Gelsinger est venu s'entretenir [de la coopération sur les procédés 3nm](#). [Aucun entretien avec la Ministre du MOEA n'a eu lieu](#). Pat Gelsinger devait se rendre le 15 décembre en Malaisie où un investissement d'Intel de 7 Md USD est attendu pour renforcer ses capacités dans les procédés d'emballage des semi-conducteurs.

### Semi-conducteurs : TSMC en discussion pour s'implanter en Allemagne

La Vice-Présidente Europe de TSMC, Lora HO, a confirmé récemment que le groupe était en discussion pour implanter un site de production en Allemagne alors même que l'Europe cherche des solutions face [à la pénurie de semi-conducteurs](#) qui affecte notamment [l'industrie automobile](#). Plusieurs critères sont pris en compte dont le montant des subventions publiques, la demande locale et les talents disponibles. TSMC, qui anticipe une [hausse de ses ventes en 2021 de l'ordre de 24%](#), a enregistré des résultats en hausse de 10%, au mois de novembre par rapport à octobre 2021, à 148,27 Md TWD (près de 4,6 Md euros), notamment sur les procédés 5nm, et de plus de 18% en glissement annuel. Ce montant correspond au troisième meilleur résultat du groupe depuis sa création (après celui de septembre et de juin 2021 respectivement 152,6 et 148,4 Mds TWD). Sur les onze premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de TSMC atteint 1 432 Mds TWD (plus de 44 Mds EUR), soit une hausse de 17,2% en glissement annuel.

### Neutralité carbone : les acteurs de l'industrie des TIC se mobilisent en faveur de la décarbonation

Alors que l'industrie des TIC se mobilise en faveur de la décarbonation de ses activités, 8 poids lourds de l'industrie ont rejoint le [Taiwan Climate Partnership](#), (TSMC, Acer, Asustek, Pegatron, AUO, LiteOn, Delta et Microsoft Taiwan). L'entreprise Delta, qui a rejoint cette année l'initiative RE100, s'est exprimée récemment sur les mesures prises pour diminuer sa consommation en énergie, avec la mise en place notamment d'un système de facturation de la tonne carbone de l'ordre de 300 US en interne. [L'Ambassadeur Chien You-hsin](#), délégué à l'Environnement, a rappelé que Taiwan, qui produisait en 2020 11,78 tonnes de CO2 par tête, devait accélérer ses efforts en termes de baisse d'émissions annuelles (-2%) pour s'aligner sur les recommandations de la COP26 (-5%).



*Retour au sommaire ([ici](#))*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

[camille.paillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:camille.paillard@dgtresor.gouv.fr)